ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἀπριλίου **1953**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **88**

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ 2373.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ρώμῃ τὴν 6.12.51 Διεθνοῦς Συμβάσεως διὰ τὴν σύστασιν ὀργανώσεως Προστασίας τῶν Φυτῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Ρώμῃ ὑπογραφεῖσα τὴν 6–12–51 σύμβασις «περὶ συστάσεως Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Προστασίας τῶν Φυτῶν», ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Μαρτίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ **Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἀπριλίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VEGETAUX

Préambule

Les parties contractantes, reconnaissant l'utilité d'une coopération internationale dans la lutte contre les maladies et les ennemis des végétaux et des produits végétaux, et particulièrement contre l'introduction et la propagation de ces maladies et ennemis audelà des frontières nationales désireuses d'assurer une étroite coordination des mesures visant à ces fins, sont convenues de ce qui suit:

Article 1.

Objet et obligations

1. En vue d'assurer une action commune et efficace dans la lutte contre l'introduction et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et en vue de promouvoir l'adoption de mesures à cet effet, les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures législatives, techniques et règlementaires spécifiées dans la présente Convention et dans les accords complémentaires adoptés par les Etats contractants en vertu de l'Article III.

2. Chaque Etat contractant s'engage à veiller, sur son territoire, à l'application des mesures prescrites par la présente Convention .

Article II.

Champ d'application

1. Dans la présent Convention, le terme «végétaux» désigne les plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les semences dont les Etats contractants jugent nécessaire de contrôler l'importation en vertu de l' article VI de la présente Convention ou de certifier l'état phytosanitaire en vertu de l'article IV, paragraphe 1, alinéa (a), sous-alinéa (iv), et de l'article V de la présente Convention; le terme «produits végétaux» désigne les produits non manufacturés et moulus d'origine végétale, y compris les semences non visées par la définition du terme «végétaux».

2. Les dispositions de la présente Convention peuvent également s'appliquer, si les Etats contractants le jugent utile, aux entrepôts, récipients, moyens de transport, matériel d'emballage et autres matériaux de tout ordre accompagnant les plantes, tels que la terre, qui interviennent dans le transport international des végétaux et produits végétaux.

3. La présente Convention vise particulièrement les maladies et ennemis des végétaux qui présentent de l'importance dans le commerce international.

Article III.

Accords complémentaires

1. Des accords complémentaires applicables à des régions particulières, à des maladies ou ennemis déterminés, à des végétaux et produits végétaux spécifiés ou à certains modes de transport international des végétaux et produits végétaux, ou des accords complémentaires tendant d'une autre manière à l'application des dispositions de la présente Convention, peuvent être élaborés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (désignée ci-après sous la dénomination de «FAO»), soit sur la recommandation d'un Etat contractant, soit de sa propre initiative, afin de résoudre, en matière de protection des végétaux, des problèmes spéciaux réclamant une attention ou des solutions particulières.

2. Tout accord complémentaire de cette nature entrera en vigueur, pour chaque Etat contractant, après avoir été accepté conformément aux dispositions de l'Acte constitutif et du Règlement intérieur de la FAO.

Article IV.

Organisation nationale de la protection des végétaux

1. Chaque Etat contractant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour organiser, dans le plus bref délai, et dans la mesure de ses possibilités :

(a) une organisation officielle de la protection des végétaux, principalement chargée :

(i) de l'inspection des végétaux sur pied, des terres cultivées (y compris les champs, les plantations, les pépinières et les serres) et des végétaux et produits végétaux emmagasinés ou en cours de transport, en vue particulièrement de signaler l'existence, l'apparition et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et de lutter contre ces maladies et ennemis ;

(ii) de l'inspection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux, et, dans la mesure du possible, de l'inspection d'autres articles ou produits transportés faisant l'objet d'échanges internationaux dans des conditions telles qu'ils peuvent être occasionnellement les véhicules de maladies et d'ennemis des végétaux, et produits végétaux, de l'inspection et de la surveillance des installations d'emmagasinage et des moyens de transport de tout ordre intervenant dans les échanges internationaux qu'il s'agisse de végétaux et produits végétaux ou d'autres produits, en vue particulièrement d'empêcher la propagation au-delà des frontières nationales de maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux ;

(iii) de la désinfestation ou de la désinfection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l' objet d'échanges internationaux, ainsi que des récipients, installations d'emmagasinage et moyens de transport de tout ordre qui sont utilisés ;

(iv) de la délivrance de certificats concernant l'état phytosanitaire et la provenance des envois de végétaux et produits végétaux (désignés ci-après sous la dénomination de «certificats phytosanitaires»);

(b) la diffusion, sur le plan national, de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et des moyens de prévention et de lutte ;

(c) la recherche et l'enquête dans le domaine de la protection des végétaux.

2. Chaque Etat contractant présentera au Directeur général de la FAO un rapport décrivant la portée de son organisation nationale pour la protection des végétaux et les modifications qui sont apportées à cette organisation ; le Directeur général de la FAO communiquera ce dernier à tous les Etats contractants.

Article V.

Certificats phytosanitaires.

1. Chaque Etat contractant prendra les dispositions nécessaires pour délivrer des certificats phytosanitaires, conformes tant à la réglementation sur la protection des végétaux en vigueur dans les autres Etats contractants, qu'aux prescriptions suivantes:

(a) Les fonctions de l'inspection des envois et de la délivrance des certificats ne pourront être remplies que par des agents techniquement compétents et dûment autorisés, ou sous leur autorité, agissant dans des conditions et disposant de renseignements de nature à permettre aux autorités des pays importateurs d'accepter lesdits certificats comme des documents dignes de foi.

(b) Les certificats ayant pour objet les végétaux destinés à la plantation ou à la multiplication devront être libellés conformément au modèle reproduit en

annexe à la présente Convention, et fournir en outre toute déclaration supplémentaire exigée par les autorités du pays importateur ; le modèle de certificat peut être également utilisé, le cas échéant, pour d' autres végétaux et pour les produits végétaux à condition de ne pas contrevenir aux exigences du pays importateur.

(c) Ces certificats ne comportent aucune correction ou suppression.

2. Chaque Etat contractant s'engage à ne pas exiger, pour accompagner les envois de végétaux importés dans son territoire aux fins de plantation ou de multiplication, des certificats phytosanitaires ne répondant pas au modèle reproduit en annexe à la présente Convention.

Article VI.

Dispositions concernant les importations

1. Chaque Etat contractant a toute autorité pour réglementer l'importation des végétaux et des produits végétaux, afin de lutter contre l'introduction des maladies et ennemis des végétaux sur son territoire et, dans ce but, il peut;

(a) imposer des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux ou produits végétaux;

(b) interdire l'importation de certains végétaux ou produits végétaux ou de certains lots de végétaux ou produits végétaux;

(c) inspecter ou mettre en quarantaine des envois déterminés de végétaux ou produits végétaux;

(d) procéder à la désinfection, à la désinfestation ou à la destruction d'envois déterminés de végétaux ou produits végétaux, exiger la désinfection, la désinfestation ou la destruction desdits envois, ou même en interdire l'entrée.

2. Afin d'entraver le moins possible le commerce international, chaque Etat contractant effectuera la surveillance visée au paragraphe 1 du présent article, en se conformant aux dispositions suivantes :

(a) Les Etats contractants ne doivent prendre, en vertu de leur réglementation sur la protection des végétaux, aucune des mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, à moins que celles-ci ne répondent à des nécessités d'ordre phytosanitaire.

(b) Tout Etat contractant qui impose des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux et produits végétaux dans son territoire doit publier lesdites restrictions ou conditions et les communiquer immédiatement aux services de protection des végétaux des autres Etats contractants et à la FAO.

(c) Tout Etat contractant qui interdit, conformément à sa réglementation sur la protection des végétaux, l'importation de végétaux ou produits végétaux, doit publier sa décision motivée et mettre immédiatement au courant les services de rotection des végétaux des autres Etats contractans et la FAO.

(d) Tout Etat contractant qui limite les points d'entrée pour l'importation de certains végétaux ou produits végétaux doit choisir lesdits points de manière à ne pas entraver sans nécessité le commerce international. L'Etat contractant doit publier une liste de ces derniers et la communiquer aux services de protection des végétaux des autres Etats contractants et à la FAO. Toute restriction de cet ordre ne sera autorisée que si les végétaux ou produits végétaux en cause doivent être accompagnés de certificats phytosanitaires ou soumis à une inspection ou à un traitement.

(e) L'inspection, par le service de protection des végétaux d'un Etat contractant, des envois de végétaux destinés à l'importation doit s'effectuer dans le plus bref délai possible, en tenant dûment compte de la nature périssable de ces végétaux. Si un envoi est reconnu non conforme aux conditions exigées par la législation de l'Etat importateur en matière de protection des végétaux, le service de protection des végétaux de l'Etat exportateur doit en être informé. Si la destruction totale ou partielle de l'envoi est effectuée, un procès-verbal officiel doit être transmis sans délai au service de protection des végétaux de l'Etat exportateur.

(f) Les Etats contractants doivent prendre les dispositions nécessaires pour que, tout en assurant la sauvegarde de leur production végétale, soit réduit au minimum le nombre de cas dans lesquels un certificat phytosanitaire est exigé à l'importation des végétaux ou produits végétaux non destinés à la plantation, tels que les céréales, fruits, légumes et fleurs coupées.

(g) Les Etats contractants peuvent prendre des dispositions en vue de l'importation, aux fins de recherche scientifique, de végétaux et produits végétaux et d'échantillons d'ennemis et organismes pathogènes des végétaux, en s'assurant pleinement des précautions nécessaires pour empêcher le risque de propagation de ces maladies et ennemis des végétaux.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au transit à travers le territoire des Etats contractants, à moins qu'elles ne soient nécessaires à la protection des végétaux de ces Etats.

Article VII.

Collaboration internationale.

Les Etats contractants collaboreront dans toute la mesure possible à la réalisation des buts de la présente Convention, notamment de la manière suivante :

(a) Chaque Etat contractant, tout en utilisant pleinement les possibilités et les services offerts dans ce domaine par les organisations existantes, s'engage à collaborer avec la FAO en vue de l'organisation d'un service mondial de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et, dès la création de ce dernier, à fournir périodiquement à la FAO les renseignements ci-après :

(i) les rapports concernant la manifestation, l' apparition et la propagation sur son territoire des maladies et ennemis des végétaux présentant une importance du point de vue économique et un danger immédiat ou une possibilité de danger ;

(ii) la description de méthodes de lutte contre les maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux dont il a éprouvé l'efficacité.

(b) En participant, dans toute la mesure du possible, à toute campagne particulière de lutte contre les maladies ou ennemis des végétaux qui constituent une sérieuse menace pour les récoltes, et dont la gravité exige une action sur le plan international.

Article VIII.

Organisation régionale
de la protection des végétaux

1. Les Etats contractants s'engagent à collaborer pour instituer dans les régions appropriées des organisations régionales pour la protection des végétaux.

2. Ces organisations assureront un rôle coordinateur dans les régions de leur compétence et prendront part à différentes activités en vue de réaliser les objectifs de la présente Convention.

Article IX.

Règlement des différends.

1. En cas de contestation sur l'interpretation ou l'application de la présente Convention, ou encore lorsqu'un des Etats contrantants considère qu'une action entreprise par un autre Etat contractant est incompatible avec les obligations que lui imposent les

articles V et VI de la présente Convention, particulièrement en ce qui concerne les motifs d'une interdiction ou d'une restriction de l'entrée de végétaux ou produits végétaux provenant de son territoire, l'Etat ou les Etats intéressés peuvent demander au Directeur général de la FAO de désigner un comité chargé d'examiner le différend.

2. Dans ce cas, le Directeur général de la FAO, en consultation avec les gouvernements intéressès, désignera un comité d'experts, qui comprendra des représentants desdits gouvernements. Ce comité examinera le différend en tenant compte de tous les documents et éléments probatoires utiles présentés par les Etats intéressés. Le Comité soumettra un rapport au Directeur général de la FAO, qui le communiquera aux Etats intéressés et aux autres Etats contractants.

3. Tout en ne reconnaissant pas aux recommandations de ce comité un caractère obligatoire, les Etats contractants conviennent de les prendre pour base de tout nouvel examen, par les Etats intéressés, de la question se trouvant à l'origine de la contestation.

4. Les gouvernements intéressés supporteront une part égale des frais de la mission confiée aux experts.

Article X.

Substitution aux accords antérieurs.

La présente Convention met fin et se substitue, dans les relations entre les parties contractantes, à la Convention internationale phylloxérique du 3 novembre 1881, à la Convention additionnelle de Berne du 15 avril 1889 et à la Convention internationale de Rome du 16 avril 1929 sur la protection des végétaux.

Article XI.

Applications territoriales.

1. Tout Etat peut, à la date de la ratification ou de l'adhésion ou à tout moment après cette date, communiquer au Directeur général de la FAO une déclaration indiquant que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires dont il assure la représentation sur le plan international. Cette décision prendra effet trente jours après réception par le Directeur général de la déclaration portant désignation desdits territoires.

2. Tout Etat qui a transmis au Directeur général de la FAO une déclaration, conformément au paragraphe 1 du présent article, peut à tout moment communiquer une nouvelle déclaration modifiant la portée d'une déclaration précédente, ou mettant fin à l'application des dispositions de la présente Convention dans n'importe quel territoire. Cette déclaration prendra effet trente jours après la date de sa réception par le Directeur général.

3. Le Directeur général de la FAO informera tous les Etats signataires ou adhérents des déclarations qu'il aura reçues par application du présent article.

Article XII.

Ratification et adhésion.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats jusqu'au 1er mai 1952, et sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de la FAO qui avisera chaque Etat signataire de la date de ce dépôt.

2. Les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention seront admis à y adhérer dès qu'elle sera entrée en vigueur, conformément à l'article XIV. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de la FAO, qui en avisera chacun des Etats signataires et adhérents.

Article XIII.

Amendement.

1. Toute proposition d'amendement à la présente Convention introduite par un Etat contractant doit être soumise au Directeur général de la FAO.

2. Toute proposition d'amendement introduite par un Etat contractant et reçue par le Directeur général de la FAO doit être présentée pour approbation à la Conférence de la FAO, réunie en session ordinaire ou spéciale ; si l'amendement implique d'importantes modifications d'ordre technique ou impose de nouvelles obligations aux Etats contractants, il sera étudié par un comité consultatif d'experts convoqué par la FAO avant la Conférence.

3. Toute proposition d'amendement sera notifiée aux Etats contractants par le Directeur général de la FAO, au plus tard à la date de l'envoi de l'ordre du jour de la session de la Conférence où doit être examinée cette proposition.

4. Toute proposition d'amendement doit être adoptée par la Conférence de la FAO, et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des Etats contractants. Toutefois les amendements qui impliquent de nouvelles obligations à la charge des Etats contractants ne prennent effet, pour tout Etat contractant, qu'après avoir été acceptés par lui et à compter du trentième jour que suit acceptation.

5. Les instruments d'acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations doivent être déposés auprès du Directeur général de la FAO, qui informera tous les Etats contractants de la réception desdits instruments et de l'entrée en vigueur desdits amendements.

Article XIV.

Entrée en vigueur.

La présente Convention entrera en vigueur entre les parties lorsque trois Etats signataires l'auront ratifiée. Elle entrera en vigueur pour les autres Etats à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XV.

Dénonciations.

1. Chacun des Etats contractants peut à tout moment faire connaître qu'il dénonce la présente Convention par notification adressée au Directeur général de la FAO. Le Directeur général en informera immédiatement tous les Etats signataires ou adhérents.

2. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la date de réception de la notification par le Directeur général de la FAO.

ANNEXE

Certificat Phytosanitaire, Modèle

Service de la protection des végétaux

De..... No.....

Il est certifié

que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif le (date)..... par (nom)..... agent autorisé du (service)..... et sont, à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis et maladies dangereux des cultures; et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phytosanitaires actuellement en vingeur dans le pays importa-

teur, ainsi qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ci-après ou par ailleurs.

Fumigation ou désinfection (a remplir sur la demande du pays importateur):
Date..... Traitement.....
Durée du traitement..... Produit chimique utilisé et concentration .....

Déclaration supplémentaire ....
Fait à .....le..... 19.
.....
(Signature)
.....
(Fonction)
(Cachet du Service)

Description de l'envoi

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur:.....
Nom, prénom et adresse du destinataire:.....
Nombre et nature des colis : .....
Marque des colis:.....
Provenance (sur la demande du pays importateur) :...
Moyen de transport:.....
Point d'entrée: .....
Contenu de l'envoi: .....
Nom botanique (sur la demande du pays importateur):.
.....

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΦΥΤΩΝ

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀναγνωρίζοντα τὴν χρησιμότητα τῆς διεθνοῦς συνεργασίας εἰς τὸν ἀγῶνα κατὰ τῶν ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐχθρῶν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων καὶ ἰδίᾳ κατὰ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς ἐξαπλώσεως τῶν ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐχθρῶν τούτων πέραν τῶν ἐθνικῶν των συνόρων, καὶ ἐπιθυμοῦντα νὰ ἐξασφαλίσωσι στενὸν συντονισμόν, τῶν ἀποτελούντων εἰς τοὺς ἄνω σκοποὺς μέτρων, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα.

Ἄρθρον I.

Ἀντικείμενον καὶ ὑποχρεώσεις.

1. Πρὸς ἐξασφάλισιν κοινῆς καὶ ἀποτελεσματικῆς δράσεως εἰς τὸν ἀγῶνα κατὰ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαπλώσεως τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων καὶ πρὸς προαγωγὴν τῆς υἱοθετήσεως πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον μέτρων, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβωσι τὰ νομοθετικά, τεχνικὰ καὶ κανονιστικὰ ἐκεῖνα μέτρα ἅτινα εἰδικῶς καθορίζονται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ τὰς συμπληρωματικὰς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, δυνάμει τοῦ ἄρθρου III, συμφωνίας.

2. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπαγρυπνῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μέτρων.

Ἄρθρον II.

Πεδίον ἐφαρμογῆς.

1. Εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ὁ ὅρος «φυτὰ» δηλοῖ τὰ ζῶντα φυτὰ καὶ τὰ μέρη ζώντων φυτῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν σπόρων ἐκείνων ὧν τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη κρίνουσι ἀναγκαῖον τὸ ἔλεγχον τῆς εἰσαγωγῆς δυνάμει τοῦ ἄρθρου VI τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τὴν βεβαίωσιν τῆς φυτοπαθολογικῆς καταστάσεως δυνάμει τοῦ ἄρθρου IV. παραγράφου I, ἐδαφίου (α), ὑπεδαφίου (IV) καὶ τοῦ ἄρθρου V τῆς παρούσης Σμβάσεως· ὁ ὅρος «φυτικὰ προϊόντα» δηλοῖ τὰ μὴ βιομηχανοποιημένα καὶ προϊόντα φυτικῆς προελεύσεως, συμπεριλαμβανομένων τῶν σπόρων, μὴ ὑπαγομένων εἰς τὸν ὁρισμὸν τοῦ ὅρου «φυτά».

2. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δύνανται ἐπίσης νὰ ἐφαρμοσθῶσι, ἐὰν τὰ συμβαλλόμενα Κράτη κρίνωσι τοῦτο ὠφέλιμον ὡς πρὸς τὰς ἀποθήκας, δοχεῖα, μέσα μεταφορᾶς, ὑλικὰ συσκευασίας καὶ ἄλλας οὐσίας πάσης φύσεως συνοδευούσας τὰ φυτά, ὡς τὸ χῶμα, τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦνται εἰς τὰς διεθνεῖς μταφορὰς τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων.

3. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀναφέρεται κυρίως εἰς τὰς ἀσθενείας καὶ τοὺς ἐχθροὺς τῶν φυτῶν, ἐκείνων ἅτινα παρουσιάζουσι ἐνδιαφέρον εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον.

Ἄρθρον III.

Συμπληρωματικαὶ Συμφωνίαι.

1. Συμπληρωματικαὶ Συμφωνίαι ἔχουσαι ἐφαρμογὴν εἰς ἰδιαιτέρας περιοχάς, εἰς ὡρισμένας ἀσθενείας ἢ ἐχθρούς, εἰς εἰδικῶς καθοριζόμενα φυτὰ ἢ φυτικὰ προϊόντα, ἢ εἰς ὡρισμένους τρόπους διεθνοῦς μεταφορᾶς φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων, ἢ συμπληρωματικαὶ συμφωνίαι ἀποβλέπουσαι εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' ἄλλον τινα τρόπον, δύνανται νὰ προταθῶσιν ὑπὸ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Διατροφὴν καὶ τὴν Γεωργίαν (κατωτέρω ἀναφερομένης ὡς «F.A.O.»)· εἴτε κατόπιν προτάσεως ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, εἴτε τῇ ἰδίᾳ αὐτῆς πρωτοβουλίας, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως λυθῶσι εἰδικὰ προβλήματα ἀπαιτοῦντα ἰδιαιτέραν προσοχὴν ἢ λύσιν ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς προστασίας τῶν φυτῶν.

2. Πᾶσα συμπληρωματικὴ συμφωνία τοιαύτης φύσεως θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν κατόπιν ἀποδοχῆς αὐτῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Καταστατικοῦ χάρτου καὶ τοῦ Ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ FAO.

Ἄρθρον IV.

Ἐθνικαὶ Ὀργανώσεις προστασίας τῶν φυτῶν.

1. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ὀργάνωσιν ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος, καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τῶν δυνατοτήτων αὐτοῦ.

(α) Ἐπισήμου Ὀργανισμοῦ προστασίας τῶν φυτῶν ἔχοντος ὡς κυρίαν ἀποστολήν.

I) τὴν ἐπιθεώρησιν τῶν φυτῶν ἐν ἀναπτύξει, τῶν καλλιεργημένων γαιῶν (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀγρῶν, τῶν φυτικῶν, τῶν φυτωρίων καὶ τῶν θερμοκηπίων) καὶ τῶν φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων εἰς ἀποθήκας ἢ ὑπὸ μεταφοράν ἐπὶ τῷ σκοπῷ κυρίως ὅπως ἀναφέρωσι τὴν ὕπαρξιν, τὴν ἐμφάνισιν καὶ τὴν ἐξάπλωσιν τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν, καὶ διεξάγωσι ἀγῶνα κατὰ τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τούτων.

II) τὴν ἐπιθεώρησιν τῶν φορτίων φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων ἅτινα ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον διεθνῶν ἀνταλλαγῶν, καί, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὴν ἐπιθεώρησιν καὶ ἑτέρων εἰδῶν ἢ προϊόντων ἀποτελούντων τὸ ἀντικείμενον διεθνῶν ἀνταλλαγῶν μεταφερομένων ὑπὸ τοιαύτας συνθήκας ὥστε ταῦτα νὰ δύνανται, παρεμπιπτόντως, νὰ εἶναι φορεῖς ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων, τὴν ἐπιθεώρησιν καὶ ἐπιτήρησιν τῶν ἐγκαταστάσεων ἐναποθηκεύσεως καὶ τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὰς διεθνεῖς ἀνταλλαγὰς μεραφορῶν μέσων πάσης φύσεως, εἴτε πρόκειται περὶ φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων ἢ ἑτέρων προϊόντων, ἐπὶ τῷ σκοπῷ κυρίως, ὅπως παρεμποδίζεται ἡ ἐξάπλωσις πέραν τῶν ἐθνικῶν συνόρων ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων.

III. τὴν ἀπολύμανσιν ἢ τὴν ἀποστήρωσιν τῶν φορτίων φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων ἅτινα ἀποτελοῦσι τὸ ἀντικείμενον διεθνῶν ἀνταλλαγῶν, ὡς καὶ τῶν δοχείων ἐγκαταστάσεων ἐναποθηκεύσεως καὶ τῶν χρησιμοποιουμένων παντὸς εἴδους μέσων μεταφορᾶς.

IV. τὴν ἔκδοσιν πιστοποιητικῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν φυτοπαθολογικὴν κατάστασιν καὶ τὴν προέλευσιν τῶν φορτίων φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων (κατωτέρω κατονομαζομένων «φυτοπαθολογικῶν πιστοποιητικῶν»)

β) τὴν διάδοσιν ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ πεδίου, πληροφοριῶν περὶ τῶν ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐχθρῶν τῶν φυτῶν καὶ τῶν φυτικῶν προϊόντων καὶ περὶ τῶν ἐναντίον αὐτῶν προληπτικῶν μέτρων καὶ τῶν μέσων καταπολεμήσεως αὐτῶν.

γ) τὴν διενέργειαν ἐρευνῶν καὶ ἀναζητήσεων ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς προστασίας τῶν φυτῶν.

2. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος θὰ παρουσιάσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ F.A.O. ἔκθεσιν ἀναφερομένην εἰς τὴν ἔκτασιν τὴν ὁποίαν ἔχει ὁ ἐθνικὸς αὐτοῦ Ὀργανισμὸς προστασίας τῶν φυτῶν καὶ τὰς ἐπερχομένας εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τοῦτον μεταρρυθμίσεις. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ F.A.O. θέλει ἀνακοινώσει τὴν ἔκθεσιν ταύτην εἰς ὅλα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη.

Ἄρθρον V.

Φυτοπαθολογικὰ πιστοποιητικά

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος θέλει λάβει τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα ὅπως ἐκδίδῃ φυτοπαθολογικὰ πιστοποιητικὰ συμφωνοῦντα τόσον πρὸς τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὰ ἕτερα συμβαλλόμενα Κράτη κανονισμοὺς περὶ προστασίας τῶν φυτῶν ὅσον καὶ πρὸς τοὺς ἀκολούθους ὅρους:

α) Τὰ καθήκοντα ἐπιθεωρήσεως τῶν φορτίων καὶ ἐκδόσεως πιστοποιητικῶν δὲν θὰ δύνανται νὰ ἀσκοῦνται ἢ παρὰ προσώπων τεχνικῶς ἁρμοδίων καὶ δεόντως ἐξουσιοδοτημένων ἢ ὑπὸ τὸ κῦρος αὐτῶν, δρώντων ὑπὸ συνθήκας καὶ ἐχόντων γνώσεις καὶ πληροφορίας τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ καθίσταται δυνατὸν εἰς τὰς ἀρχὰς τῶν εἰσαγουσῶν χορῶν νὰ δέχωνται τὰ πιστοποιητικὰ ταῦτα ὡς ἀξιόπιστα ἔγγραφα.

β) Τὰ πιστοποιητικὰ ἐκεῖνα ἅτινα ἔχουσι ὡς ἀτικείμενον φυτὰ τὰ ὁποῖα πρόκειται νὰ μεταφυτευθῶσι ἢ προορίζονται δι' ἀναπαραγωγὴν δέον νὰ εἶναι συντεταγμένα συμφώνως πρὸς τὸν ἀναπαριστάμενον ἐν τῷ παραρτήματι τῆς παρούσης Συμβάσεως τύπον καὶ νὰ περιλαμβάνωσι, ἐπὶ πλέον πᾶσαν συμπληρωματικὴν δήλωσιν ἀπαιτουμένην ὑπὸ τῶν χωρῶν εἰσαγωγῆς· ὁ τύπος οὗτος πιστοποιητικῶν δύναται νὰ χρησιμοποιῆται ὡσαύτως, συντρεχούσης τῆς περιπτώσεως, καὶ δι' ἄλλα φυτὰ καὶ φυτικὰ προϊόντα ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως μὴ ἀντιβαίνῃ τοῦτο πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς χώρας Εἰσαγωγῆς.

γ) Οὐδεμία διόρθωσις ἢ διαγραφὴ εἰς τὰ πιστοποιητικὰ ταῦτα εἶναι δυνατή.

2. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ ἀπαιτῇ ὅπως αἱ ἀποστολαὶ φυτῶν εἰσαγομένων εἰς τὸ ἔδαφος πρὸς μεταφόρτωσιν ἢ ἀναπαραγωγὴν συνοδεύωνται ὑπὸ φυτοπαθολογικῶν πιστοποιητικῶν μὴ ἀνταποκρινομένων πρὸς τὸν τύπον τοῦ ἀναπαρισταμένου εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον VI.

Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς εἰσαγωγάς.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος ἔχει πᾶσαν ἐξουσίαν νὰ ὑπαγάγῃ εἰς κανονισμοὺς τὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὴν χώραν του φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων πρὸς καταπολέμησιν τῆς εἰσαγωγῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶνφυτῶν καὶ, πρὸς τοῦτο. δύναται:

α) νὰ ἐπιβάλῃ περιορισμοὺς ἢ ὅρους εἰς τὴν εἰσαγωγὴν φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων.

β) νὰ ἀπαγορεύσῃ τὴν εἰσαγωγὴν ὡρισμένων φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων ἢ ὡρισμένων φορτίων φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων.

γ) νὰ ἐπιθεωρῇ ἢ νὰ παραπέμπῃ εἰς ἀπολυμαντήριον ὡρισμένα φορτία φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων.

δ) νὰ προβαίνῃ εἰς τὴν ἀπολύμανσιν, τὴν ἀποστείρωσιν ἢ τὴν καταστροφὴν ὡρισμένων φορτίων φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων, νὰ ἀπαιτῇ τὴν ἀπολύμανσιν. ἀποστείρωσιν, ἢ καταστοφὴν τῶν ρηθέντων φορτίων καὶ νὰ ἀπαγορεύῃ, ἀκόμη, τὴν εἰσαγωγὴν αὐτῶν.

2. Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως περιορίζωνται εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατὸν τὰ παρεμβαλλόμενα εἰς διεθνὲς ἐμπόριον ἐμπόδια ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, θὰ ἀσκεῖ τὴν ἐπίβλεψιν περὶ ἧς ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, συμμορφούμενον πρὸς τὰς ἀκολούθους διατάξεις:

α) Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δὲν δικαιοῦνται νὰ λαμβάνωσι, δυνάμει τῶν κανονισμῶν αὐτῶν περὶ προστασίας τῶν φυτῶν, οὐδὲν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου μέτρων, πλὴν ἂν ταῦτα ἀνταποκρίνονται πρὸς φυτοπαθολογικὰς ἀνάγκας.

β) Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ἐπιβάλλον περιορισμοὺς ἢ ὅρους εἰς τὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὸ ἔδαφος του φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων, ὀφείλει νὰ δώσῃ δημοσιότητα εἰς τοὺς ρηθέντας περιορισμοὺς ἢ ὅρους καὶ νὰ ἀνακοινώσῃ τούτους ἀμέσως πρὸς τὰς ὑπηρεσίας πραστασίας τῶν φυτῶν τῶν ἑτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ πρὸς τὴν F.A.O.

γ) Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος ἀπαγορεῦον, συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς αὐτοῦ προστασίας τῶν φυτῶν τὴν εἰσαγωγὴν φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων, ὀφείλει νὰ προβῇ εἰς δημοσίευσιν τῆς ἠτιολογημένης αὐτοῦ ἀποφάσεως καὶ νὰ τηρήσῃ ἀμέσως ἐνημέρους τὰς ὑπηρεσίας προστασίας τῶν φυτῶν καὶ τῶν ἑτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ πρὸς τὴν F.A.O.

δ) Πᾶν συμβαλλόμενον Κράτος περιορίζον τὰ σημεῖα εἰσόδου ὡς πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν ὡρισμένων φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων ὀφείλει νὰ ἐκλέξει τὰ ρηθέντα σημεῖα κατὰ τρόπον μὴ παρεμβάλλοντα, χωρὶς νὰ ὑφίσταται ἀνάγκη ἐμπόδια εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον. Τὸ συμβαλλόμενον Κράτος ὀφείλει νὰ δημοσιεύσῃ κατάλογον τῶν τελευταίων τούτων καὶ νὰ ἀνακοινώσῃ τοῦτον εἰς τὰς ὑπηρεσίας προστασίας τῶν φυτῶν τῶν ἑτέρων συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ εἰς τὴν F.A.O. Πᾶς περιορισμὸς τοιαύτης φύσεως δὲν θὰ ἐπιτρέπεται ἢ ἐὰν τὰ περὶ ὧν πρόκειται φυτὰ ἢ φυτικὰ προϊόντα δέον νὰ συνοδεύωνται ὑπὸ φυτοπαθολογικῶν πιστοποιητικῶν ἢ νὰ ὑπαχθῶσι εἰς ἐπιθεώρησιν ἢ ἐξέτασιν τινα.

ε) Ἡ ὑπὸ τῶν ὑπηρεσιῶν προστασίας τῶν φυτῶν ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, ἐπιθεώρησις τῶν εἰσαγωμένων φορτίων φυτῶν δέον νὰ διενεργεῖται ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου δυνατοῦ χρονικοῦ διαστήματος, λαμβανομένου δεόντος ὑπ' ὄψιν τοῦ εὐαισθήτου τῆς φύσεως τῶν φυτῶν τούτων. Ἐὰν φορτίον τι εὑρεθῇ ἀσύμφωνον πρὸς τοὺς ἐπιβαλλομένους τῆς νομοθεσίας περὶ προστασίας τῶν φυτῶν, τοῦ Κράτους τῆς εἰσαγωγῆς, ὅρους, δέον νὰ εἰδοποιηθῶσι αἱ ὑπηρεσίαι προστασίαι τῶν φυτῶν τοῦ Κράτους τῆς εἰσαγωγῆς. Ἐν ἢ περιπτώσει ἤθελε λάβει χώραν ὁλικὴ ἢ μερικὴ καταστροφὴ τοῦ φορτίου, ἐπίσημον σχετικὸν πρωτόκολλον δέον νὰ ἀποστέλλεται ἄνευ ἀναβολῆς πρὸς τὴν Ὑπηρεσίαν προστασίας τῶν φυτῶν τοῦ Κράτους τῆς ἐξαγωγῆς.

στ) Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ὀφείλουσι νὰ λάβουν τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἐξασφαλιζομένης τῆς προασπίσεως τῆς φυτικῆς των παραγωγῆς, περιορίζεται οὐχ ἧττον εἰς τὸ ἐλάχιστον ὁ ἀριθμὸς τῶν περιπτώσεων ἐκείνων εἰς ἃς θὰ ἀπαιτεῖται κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων ὧν δὲν πρόκειται νὰ γίνῃ φύτευσις, ὡς οἱ δημητριακοὶ σπόροι, αἱ ὀπῶραι τὰ λαχανικὰ καὶ τὰ κεκομμένα ἄνθη , ἡ προσαγωγὴ φυτοπαθολογικοῦ πιστοποιητικοῦ.

ζ) Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δύνανται νὰ ἀποφασίσωσι τὴν εἰσαγωγὴν δι' ἐπιστημονικὰς ἐρεύνας, φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων καὶ δειγμάτων ἐχθρῶν καὶ παθογενῶν ὀργανισμῶν τῶν φυτῶν, ἐξασφαλίζοντα πλήρως τὴν λήψιν τῶν ἀναγκαίων προφυλακτικῶν μέτρων πρὸς πρόληψιν τοῦ κινδύνου ἐξαπλώσεως τῶν ἀσθενειῶν τούτων καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουσιν ἐφαρμογὴν εἰς τὴν διαμετακόμισιν διὰ τοῦ ἐδάφους τῶν συμβαλ-

λομένων Κρατῶν, πλὴν ἂν εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν προστασίαν τῶν φυτῶν τῶν Κρατῶν τούτων.

Ἄρθρον VII

Διεθνὴς Συνεργασία

Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη θέλουσι συνεργασθῇ ἐν τῷ μεγαλειτέρῳ δυνατῷ μέτρῳ εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν εἰς οὓς ἀποβλέπει ἡ παροῦσα Σύμβασις, καὶ κυρίως ὡς ἀκολούθως.

α) Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος, χρησιμοποιοῦν ἀφ' ἑνὸς πλήρως τὰς δυνατότητας καὶ τὰς ὑπὸ τῶν ὑφισταμένων ὀργανώσεων προσφερομένας ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου ὑπηρεσίας, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συνεργάζεται μετὰ τοῦ FAO ἐν ὄψει ὀργανώσεως παγκοσμίου τινος ὑπηρεσίας πληροφοριῶν περὶ τῶν ἀσθενειῶν καὶ τῶν ἐχθρῶν τῶν φυτῶν, ὡς ἐπίσης ὅπως ἅμα τῇ ἱδρύσει τῆς τελευταίας ταύτης, παρέχει περιοδικῶς εἰς τὸ FAO τὰς ἀκολούθους πληροφορίας.

Ι) Τὰς ἐκθέσεις ἐκείνας αἵτινες ἀφορῶσι τὴν ἐκδήλωσιν, ἐμφάνισιν καὶ ἐξάπλωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του τῶν ἐχουσῶν σημασίαν ἀπὸ ἀπόψεως οἰκονομικῆς ἢ παρουσιαζουσῶν ἄμεσον κίνδυνον ἢ δυνατότητα κινδύνου ἀσθενειῶν τῶν φυτῶν καὶ ἐχθρῶν αὐτῶν.

ΙΙ) περιγραφὴν τῶν μεθόδων καταπολεμίσεως τῶν ἀσθενειῶν καὶ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν καὶ φυτικῶν προϊόντων ὧν ἐδοκίμασε τὴν ἀποτελεσματικότητα.

β) Διὰ συμμετοχῆς εἰς τὴν μεγαλυτέραν δυνατὴν ἔκτασιν εἰς πάντα εἰδικὸν ἀγῶνα καταπολεμίσεως τῶν ἀσθενειῶν ἢ ἐχθρῶν τῶν φυτῶν ὁσάκις παρουσιάζουσι σοβαρὰν ἀπειλὴν διὰ τὴν συγκομιδὴν καὶ ὁσάκις ἡ σοβαρότης των ἀπαιτεῖ δρᾶσιν ἐπὶ διεθνοῦς πεδίου.

Ἄρθρον VIII

Τοπικαὶ Ὀργανώσεις προστασίας τῶν φυτῶν

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως συνεργάζωνται εἰς τὴν ἵδρυσιν εἰς καταλλήλους περιοχὰς τοπικῶν ὀργανώσεων προστασίας τῶν φυτῶν.

2. Αἱ ὀργανώσεις αὗται θὰ ἔχουσι συντονιστικὸν ρόλον εἰς τὰς περιοχὰς τῆς ἁρμοδιότητός των καὶ θὰ λαμβάνωσι μέρος εἰς διαφόρους ἐνεργείας πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν εἰς οὓς ἀποβλέπει ἡ παροῦσα Σύμβασις.

Ἄρθρον IX

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν

1. Εἰς περίπτωσιν διαφορᾶς ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς ἐπίσης ὁσάκις ἕν τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν φρονεῖ ὅτι ἡ ἐνέργειά του ἀναληφθεῖσα ὑπὸ ἑτέρου τινος τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν δέον συμβιβάζεται πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις αἵτινες ἐπιβάλλονται εἰς αὐτὰ ἐκ τῶν ἄρθρων V καὶ VI τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἰδίᾳ καθόσον ἀφορᾶ τοὺς λόγους ἀπαγορεύσεως ἢ περιοριστικοῦ τινος μέτρου ἐν σχέσει πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν φυτῶν ἢ φυτικῶν προϊόντων προερχομένων ἐκ τοῦ ἐδάφους του, τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἢ τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη δύνανται νὰ ζητήσωσι παρὰ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς FAO νὰ ὁρίσῃ ἐπιτροπὴν ἔχουσαν ὡς ἀποστολὴν τὴν ἐξέτασιν τῆς διαφορᾶς.

2. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς FAO συμβουλευόμενος τὰς ἐνδιαφερομένας Κυβερνήσεις, θέλει λάβει εἰς τὸν διορισμὸν Ἐπιτροπῆς ἐξ ἐμπειρογνωμόνων ἥτις θὰ περιλαμβάνῃ ἀντιπροσώπους τῶν ρηθεισῶν Κυβερνήσεων. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θέλει ἐξετάζει τὴν διαφορὰν λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅλα τὰ ἔγγραφα καὶ τὰ χρήσιμα ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα ἅτινα ἤθελον παρουσιάσει τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ ὑποβάλῃ ἔκθεσιν πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς FAO ὅστις θέλει ἀνακοινώνει αὐτὴν εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη καὶ εἰς τὰ ἕτερα συμβαλλομένα Κράτη.

3. Καίτοι μὴ ἀναγνωρίζοντα εἰς τὰς συστάσεις τῆς Ἐτροπῆς ταύτης ὑποχρεωτικὸν τινα χαρακτῆρα, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη δέχονται νὰ λαμβάνωσι ταύτα ὡς βάσιν πάσης νεωτέρας ἐξετάσεως ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατων τοῦ ζητήματος ἐκ τοῦ ὁποίου ἐπήγασεν ἡ διαφορὰ.

4. Αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις θέλουσι ἀναλάβει ἐξ ἴσου τὰς δαπάνας τῆς ἀνατιθεμένης εἰς τοὺς ἐμπειρογνώμονας ἀποστολῆς.

Ἄρθρον X.

Ὑποκατάστασις ε'ς τὰς προγενεστέρας Συμφωνίας.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέτει τέρμα καὶ ὑποκαθ σταται ὡς πρὸς τὰς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν σχέσεις εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τῆς φυλλοξήρας τῆς 3ης Νοεμβρίου 1881, εἰς τὴν πρόσθετον Σύμβασιν τῆς Βέρνης τῆς 15ης Ἀπριλίου 1889 καὶ εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τῆς Ρώμης τῆς 16ης Ἀπριλίου 1929 περὶ προστασίας τῶν φυτῶν.

Ἄρθρον XI.

Ἐδαφικὴ ἐφαρμογὴ

1. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως ἢ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἀκολούθως νὰ ἐπιδώσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς FAO δήλωσιν ἐμφαίνουσαν, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰς τὸ σύνολον ἢ εἰς μέρος τῶν ἐδαφῶν ὧν ἔχει τὴν ἐκπροσώπησιν ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς πεδίου, καὶ ἡ Σύμβασις θὰ ἔχει ἐφαρμογὴν ἐφ' ὅλων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν δήλωσιν ἐδαφῶν ἀπὸ τῆς 30ης ἡμέρας μετὰ τὴν λῆψιν αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

2. Πᾶν Κράτος ἐπιδῶσαν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς FAO δήλωσιν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐπιδώσῃ νέαν δήλωσιν μεταβάλλουσαν τὴν ἔκτασιν τῆς προηγουμένης ἢ θέτουσαν τέρμα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς πρὸς οἱανδήποτε ἔδαφος. Ἡ δήλωσις θὰ καθίσταται ἐνεργὸς τριακοντα ἡμέρας μετὰ τὴν λῆψιν αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς FAO θέλει ἀνοκοινεῖ πρὸς ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη τὰς δηλώσεις ἃς θὰ ἐλάμβανε κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον XII.

Ἐπικυρώσεις ἢ προσχωρήσεις

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑφ' ὅλων τῶν Κρατῶν μέχρι τῆς 1ης Μαΐου 1952 καὶ θέλει ἐπικυρωθῇ τὸ ταχύτερον δυνατόν. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ κατατίθενται εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς FAO ὅστις θέλει εἰδοποιῇ ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως ταύτης.

2. Τὰ Κράτη ἐκεῖνα ἅτινα δὲν θὰ ἔχουσι ὑπογράψει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν θὰ εἶναι δεκτὰ νὰ προσχωρήσουν εἰς αὐτὴν εὐθὺς ὡς ἤθελε τεθῇ ἐν ἰσχύι, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον XIV. Ἡ προσχώρησις θέλει λάβει χώραν διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς FAO ὅστις καὶ θέλει εἰδοποιήσει περὶ τούτου ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων καὶ προσχωρησάντων Κρατῶν.

Ἄρθρον XIII.

Τροποποιήσεις

1. Πᾶσα πρότασις περὶ τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμβάσεως διατυπουμένη ὑπὸ συμβαλλομένου Κράτους δέον νὰ ὑποβάλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς F.A.O.

2. Πᾶσα πρότασις τροποποιήσεως διατυπωθεῖσα ὑπὸ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ ληθφεῖσα ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς F.A.O. δέον νὰ ὑποβάλλεται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν τῆς F.A.O. συνερχομένην εἰς τακτικὴν ἢ ἔκτακτον σύνοδον. Ἐὰν ἡ τροποποίησις συνεπάγεται σημαντικὰς μεταβολὰς τεχνικῆς φύσεως ἢ ἐπιβάλλει νέας ὑποχρεώσεις εἰς τὰ συμβαλλόμενα Κράτη, αὕτη θὰ ὑποβάλλεται πρὸ τῆς Συνδιασκέψεως εἰς τὴν μελέτην συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ ἐμπειρογνωμόνων.

3. Πᾶσα πρότασις τροποποιήσεως θὰ κοινοποιεῖται εἰς τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς F.A.O., τὸ ἀργότερον κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποστολῆς τῆς

ήμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου τῆς Συνδιασκέψεως κατὰ τὴν ὁποίαν θέλει ἐξετασθῇ ἡ πρότασις αὕτη.

4. Πᾶσα πρότασις τροποποιήσεως δέον νὰ γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Συνδιασκέψεως τῆς F.A.O. καὶ καθίσταται ἐνεργὸς ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἥτις ἀκολούθεῖ τὴν ἀποδοχὴν αὐτῆς ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν. Οὐχ' ἧττον, αἱ τροποποιήσεις αἵτινες συνεπάγονται νέας ὑποχρεώσεις εἰς βάρος τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ὡς πρὸς οὐδὲν Κράτος ἰσχύουσι εἰμὴ κατόπιν ἀποδοχῆς αὐτῆς ὑπὸ τούτου καὶ ἀπὸ τῆς τριακοστῆς ἡμέρας ἥτις ἀκολουθεῖ τὴν ἀποδοχὴν ταύτην.

5. Τὰ ὄργανα ἀποδοχῆς τροποποιήσεων συνεπαγομένων νέας ὑποχρεώσεις δέον νὰ κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς F.A.O. ὅστις καὶ θέλει εἰδοποιεῖ περὶ τῆς λήψεως τῶν ρηθέντων ὀργάνων καὶ περὶ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν ρηθεισῶν τροποποιήσεων ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη.

Ἄρθρον XIV.

Ἔναρξις ἐφαρμογῆς.

Εὐθὺς ὡς τρία ἐκ τῶν ὑπογραψάντων αὐτὴν Κρατῶν τὴν ἤθελον ἐπικυρώσει αὕτη τίθεται μεταξὺ αὐτῶν ἐν ἰσχύϊ. Διὰ τὰ ἕτερα Κράτη ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῆς ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταθέσεως τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς αὐτήν.

Ἄρθρον XV.

Καταγγελία.

1. Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ γνωρίσῃ ὅτι καταγγέλει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ κοινοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς F.A.O., ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θέλει εἰδοποιεῖ περὶ τούτου ἀμέσως ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη.

2. Ἡ καταγγελία δὲν θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἢ ἐν ἔτος μετὰ τὴν λῆψιν αὐτῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς F.A.O.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τύπος Φυτοπαθολογικοῦ Πιστοποιητικοῦ

Ὑπηρεσία Προστασίας τῶν Φυτῶν

..... Ἀριθμὸς.....

Πιστοποιεῖται ὅτι,

τὰ φυτά, μέρη φυτῶν ἢ φυτικὰ προϊόντα ἄτινα περιγράφονται κατωτέρω ἐπεβλήθησαν εἰς ἐπισταμένην ἐξέτασιν ἐν τῷ συνόλῳ αὐτῶν ἢ διὰ ἀντιπροσωπευτικῆς δειγματοληψίας τὴν..... (ἡμερομηνίαν)..... τοῦ..... (ὄνομα)..... ἐξουσιοδοτουμένου πράκτορος τῆς ..... (ὑπηρεσίας)..... καὶ κρίνονται, ὡς οὗτος γνωρίζει, πράγματι ἀπρόσβλητα ἐπικινδύνων ἐχθρῶν ἢ ἀσθενείας τινος τῆς καλλιεργείας καὶ ὅτι τὸ φορτίον κρίνεται σύμφωνον πρὸς τοὺς ἰσχύοντας σήμερον εἰς τὴν χώραν εἰσαγωγῆς φυτοπαθολογικῶν κανονισμῶν ὡς καθορίζεται εἰς τὴν ἀκολουθοῦσαν συμπληρωματικὴν δήλωσιν ἢ ἄλλοθι.

FUMIGATION ἢ ἀπολύμανσις (συμπληροῦται τῇ αἰτήσει τῆς Χώρας εἰσαγωγῆς.

Ἡμερομηνία..... TRAITEMENT.....

Διάρκεια TRAITEMENT..... Χρησιμοποιηθὲν χημικὸν προϊὸν καὶ COCENTRATION .....

Συμπληρωματικὴ δήλωσις

Ἐγένετο ἐν..... τῇ..... 19....

.....

(ὑπογραφὴ)

(σφραγὶς Ὑπηρεσίας) .....

(τίτλος)

Περιγραφὴ τοῦ φορτίου

Ἐπώνυμον, ὄνομα καὶ διεύθυνσις τοῦ ἀποστολέως.....

Ἐπώνυμον, ὄνομα καὶ διεύθυνσις τοῦ παραλήπτου.....

Ἀριθμὸς καὶ φύσις τῶν δεμάτων.....

Σήματα τῶν δεμάτων .....

Προέλευσις (τῇ αἰτήσει τῆς χώρας εἰσαγωγῆς).....

Μέσον μεταφορᾶς .....

Σημεῖον εἰσόδου .....

Περιεχόμενον τοῦ φορτίου.....

Βοτανικὸν ὄνομα (τῇ αἰτήσει τῆς χώρας εἰσαγωγῆς).....

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ Ἰταλίας τὴν 6ην Δεκεμβρίου 1951 εἰς ἓν ἀντίτυπον εἰς τὴν ἀγγλικήν, γαλλικὴν καὶ σπανικὴν ἑκάστου κειμένου ὄντος ἐξ ἴσου αὐθεντικοῦ. Τὰ πρωτότυπα θέλουσι κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὀργανώσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Διατροφὴν καὶ τὴν Γεωργίαν. Κεκυρωμένα ἀντίγραφα θέλουσι ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὀργανώσεως Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Διατροφὴν καὶ Γεωργίαν εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων ἢ προσχωρούντων Κρατῶν.

Ἐφ' ᾧ οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐξ ὀνόματος τῶν οἰκείων αὐτῶν κυβερνήσεων κατὰ τὰς ἔναντι τῆς ὑπογραφῆς ἑκάστου σημειουμένας ἡμερομηνίας.

Ὁ Ὑπουργὸς τῆς Γεωργίας

Σ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ